

Note de recherche

Élections européennes et élections législatives 2024

21 / Octobre 2024

LES JEUNES GÉNÉRATIONS FACE À UNE SÉQUENCE ÉLECTORALE INÉDITE

NOTE 1. LES JEUNES ET LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DU 9 JUIN 2024

Anne Muxel

Directrice déléguée du CEVIPOF

Directrice de recherches émérite au CNRS

anne.muxel@sciencespo.fr

Avec la collaboration de

Justin Soubanere

Stagiaire au CEVIPOF

Lors de la séquence électorale du début de l'été 2024, les Français ont été confrontés à des scrutins de nature très différente. Ils ont dû réagir et se prononcer dans un temps bref, scandé par l'imprévu, marqué par un sentiment de crise. S'ajoute à ce contexte « extraordinaire », bousculant le calendrier électorale et l'agenda politique, un enchaînement inédit de décisions à prendre d'abord sur le plan supranational, avec les européennes, puis national, avec les législatives, les deux élections se retrouvant finalement étroitement mêlées, l'acte de la dissolution de l'Assemblée nationale le soir même des résultats du 9 juin les ayant fortuitement liées.

Dans un contexte de profondes transformations du rapport au vote, et d'affirmation d'une citoyenneté à la fois plus intermittente et plus critique, bien visibles dans le renouvellement générationnel, le Panel électorale permet de scruter la façon dont les jeunes générations ont abordé ces trois tours de scrutin.

Considérée dans son ensemble cette séquence électorale inédite, fournit une occasion rare d'apprécier le comportement électorale des jeunes générations confrontées sur un temps rapproché à des scrutins bien différenciés ainsi qu'à des enjeux civiques et politiques qu'ils ont pu interpréter de différentes manières. Dans leurs comportements comme dans leurs choix, observe-t-on plutôt des lignes de continuité ou des ruptures entre les deux scrutins ? Des européennes aux législatives, et face au bouleversement électorale et politique provoqué par la dissolution, comment les jeunes Français ont-ils réagi ?

Une première note est consacrée à la façon dont ils ont pris en compte les élections européennes et s'y sont exprimés. Une seconde note revient sur leur participation aux deux tours des élections législatives qui ont suivi et sur les choix qu'ils y ont formulés.

Les élections européennes ne mobilisent que peu les électeurs, et encore moins les plus jeunes. Mais, en ce qui concerne ces derniers, la réalité de l'Europe est présente à leurs esprits et surtout dans leurs habitudes de vie. Les institutions européennes restent lointaines et les mécanismes assurant leur organisation et leur représentation sont mal connus et peu investis par les jeunes générations. Alors que les moins de 35 ans constituent une génération entièrement postérieure à l'Acte unique européen (1986), traité fondateur de l'Union européenne, l'Europe politique reste un « chaînon manquant » d'une citoyenneté supranationale encore balbutiante et qui peine à se concrétiser, même si des attachements, des identifications, voire des prises de conscience d'enjeux décisifs pour l'avenir, les mettent sur le chemin d'une Europe politique à construire. Dans un contexte où la montée des populismes et la guerre aux portes de l'Europe peuvent fragiliser l'union et la cohésion européenne, quelles sont les attentes des jeunes à l'égard de l'Europe politique ? A-t-elle un sens pour eux et comment l'envisagent-ils ?

1. Des attentes fortes et un lien consistant des jeunes générations vis-à-vis de l'Union européenne

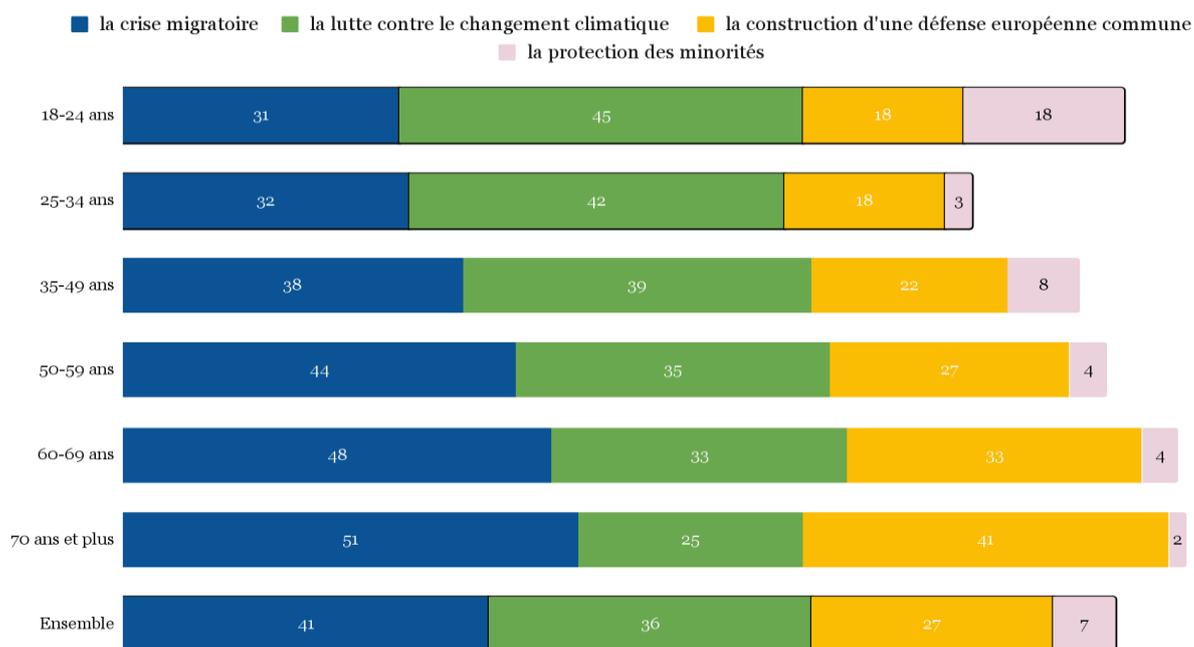
Autrefois cantonnée à une intégration sectorielle, l'Union européenne du XXI^e siècle jouit d'un large domaine de compétences : politique monétaire, unification douanière, politique agricole, développement culturel, mesures écologiques. Désormais, les politiques publiques communautaires régissent en profondeur le quotidien des 450 millions de citoyens Européens.

La crise migratoire est considérée comme prioritaire par les Français et comme le défi majeur que l'UE doit affronter dans les décennies à venir (41%). Mais d'autres sujets tels que la lutte contre le changement climatique (36%), la politique agricole (36%), la réindustrialisation (30%) ou encore la défense commune (27%) font partie des enjeux importants qu'ils identifient en matière de politique européenne. Les attentes vis-à-vis de l'Union européenne sont donc fortes et diversifiées, socialement et politiquement. Certains clivages sont visibles. Si 46% des cadres supérieurs considèrent que l'UE devrait s'occuper en priorité de la lutte contre le changement climatique, ils ne sont plus que 33% dans ce cas parmi les ouvriers. On peut aussi observer sur cette question une fracture générationnelle : alors que 45% des 18-24 ans souhaitent que l'écologie soit une priorité des politiques européennes, ils ne sont que 25% parmi les personnes âgées de 70 ans et plus, ces dernières accordant en revanche une importance primordiale à la question migratoire (51%).

Les jeunes se distinguent donc sur l'attention qu'ils accordent en tout premier lieu aux questions environnementales, mais on notera que la question migratoire n'est pas absente de leurs préoccupations (31% des 18-24 ans et 32% des 25-34 ans en font un enjeu prioritaire). Par ailleurs, les plus jeunes, entre 18 et 24 ans, se montrent nettement plus sensibles au sort des minorités et sont quasiment les seuls à avoir pris en compte cet enjeu pour l'Union européenne. Alors que seulement 7% de l'ensemble des Français (2% des plus de 70 ans) considèrent cette question, près d'un jeune sur cinq (18%) parmi les 18-24 ans la jugent importante dans le cadre de la construction européenne.

Enfin, la mise en place d'une défense européenne commune est un objectif qui est pris en compte par toutes les générations, mais qui croît très sensiblement avec l'âge. Les 70 ans et plus sont deux fois plus nombreux que les 18-24 ans à accorder de l'importance à cet enjeu (41% contre 18%).

Graphique 1 : La hiérarchisation des enjeux dont devrait s'occuper en priorité l'Union européenne dans les années à venir (selon l'âge - en %)

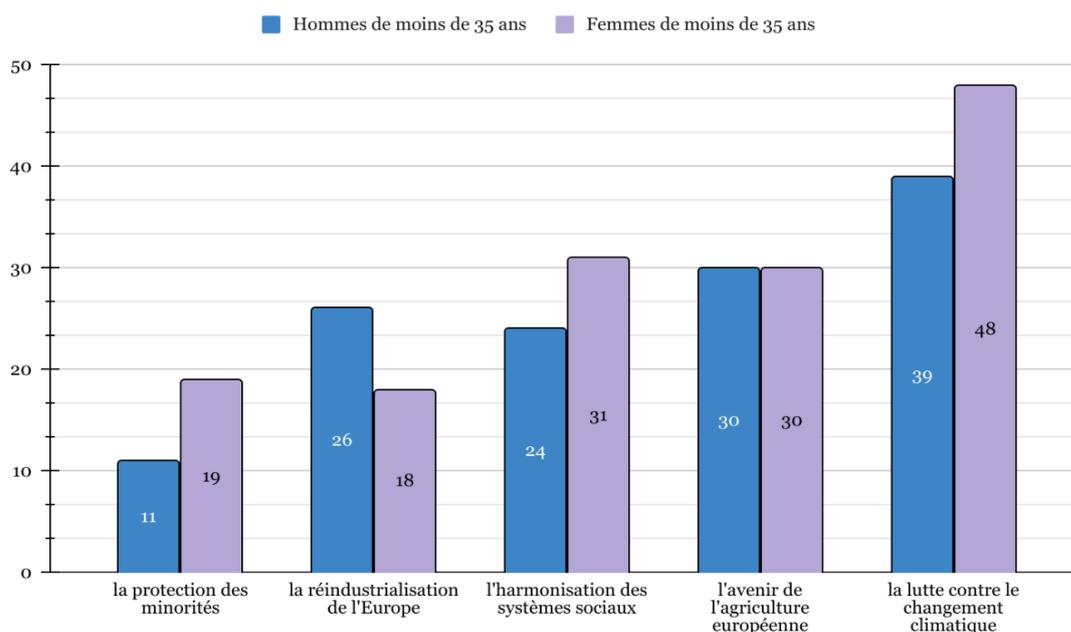


Source : Panel Élections européennes Vague 4 - Avril 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde. Plusieurs réponses étaient possibles, ce qui explique le dépassement des pourcentages par rapport à 100%

Des différences significatives selon le genre

Si le libéralisme culturel est relativement ancré dans la jeunesse, les jeunes femmes en sont aujourd'hui encore davantage porteuses que les jeunes hommes. C'est ce que confirme un examen attentif de la hiérarchie des enjeux considérés comme importants pour l'Union européenne dans les années à venir. Ainsi, parmi les moins de 35 ans, les jeunes hommes apparaissent-ils plus sensibles aux questions de défense et de sécurité que les jeunes femmes : 24% d'entre eux souhaitent que l'UE renforce sa position face à la Chine et aux États-Unis contre 16% des jeunes femmes. Par ailleurs, les premiers sont aussi plus attentifs à la résolution de la crise migratoire (36% contre 27%). A contrario, les jeunes femmes mettent davantage en avant la question des droits des minorités (19% en font une priorité contre 11% des jeunes hommes). Sur le plan social, un mois avant le scrutin, elles sont aussi plus nombreuses que les hommes à réclamer que les systèmes sociaux nationaux soient harmonisés à l'échelle européenne (31% contre 24% chez les hommes). Enfin, concernant l'environnement, nul doute que ce sont les femmes qui incarnent le plus l'idéal de la « génération climat » demandant avec plus d'insistance que la lutte contre le changement climatique soit amorcée urgemment : 48% d'entre elles considèrent que ce doit être une priorité à l'échelle européenne. C'est près de 10 points de plus que les jeunes hommes.

Graphique 2 : La hiérarchisation des enjeux dont devrait s'occuper en priorité l'Union européenne dans les années à venir (selon le sexe - en %)



Source : Panel Élections européennes Vague 4 - Avril 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

Un clivage intragénérationnel genré est désormais perceptible dans les attitudes et les comportements politiques des jeunes. Alors que les attitudes politiques féminines avaient fini par se confondre avec celles des hommes à la fin du XX^e siècle, cette longue marche vers l'homogénéité n'a plus l'air de faire effet dans la génération Z. Plus qu'un changement, nous assistons peut-être à un tournant qui vient subvertir la structure traditionnelle des attitudes politiques juvéniles. Mise en lumière par les travaux de John Burn-Murdoch, journaliste au *Financial Times*, et par ceux de Alice Evans, l'apparition d'un nouveau *gender gap* laisse penser qu'au sein des nouvelles générations, les femmes évoluent vers des positions moins conservatrices que les hommes¹. L'étude menée sur les étudiants de Sciences Po en 2022 a aussi montré une hausse de la politisation à gauche, y compris dans sa composante radicale, plus marquée au sein de la population étudiante².

Importance de l'enjeu environnemental

Si bien des sujets de préoccupations s'expriment dans les représentations que les jeunes se font des politiques européennes à venir, la question environnementale reste fondamentale et caractéristique d'une « génération climat », certes plus féminine que masculine, mais très largement concernée et mobilisable sur les enjeux qu'elle déroule. En 2020, alors que la nouvelle commission présidée par Ursula Von der Leyen prit conscience dès son investiture que le changement climatique constituait une menace existentielle pour l'Europe et le reste du monde, le *Pacte Vert (Green Deal)* fut adopté dans l'optique de réduire les émissions carbone du continent européen de moitié d'ici 2050. Ambitieux, ce vaste projet de décarbonation fut bien reçu par une très large majorité de Français, ces derniers considérant *la neutralité carbone comme une bonne chose pour la France* (78%). Mais ce sont les jeunes qui jugent avec le plus d'enthousiasme cette avancée législative du Parlement Européen : 34% des moins de 35 ans pensent que *la décarbonation est une très bonne chose pour la France* (20% des 60 ans et plus).

1.

Janine Mossuz-Lavau, « Le vote du 9 juin sera-t-il genré ? », *Note de recherche du CEVIPOF, Élections européennes 2024, vague 4 de l'enquête électorale*, note 10, mai 2024, pp 1-2 ; Alice Evans, *The Great Gender Divergence*, Princeton University Press, 2020

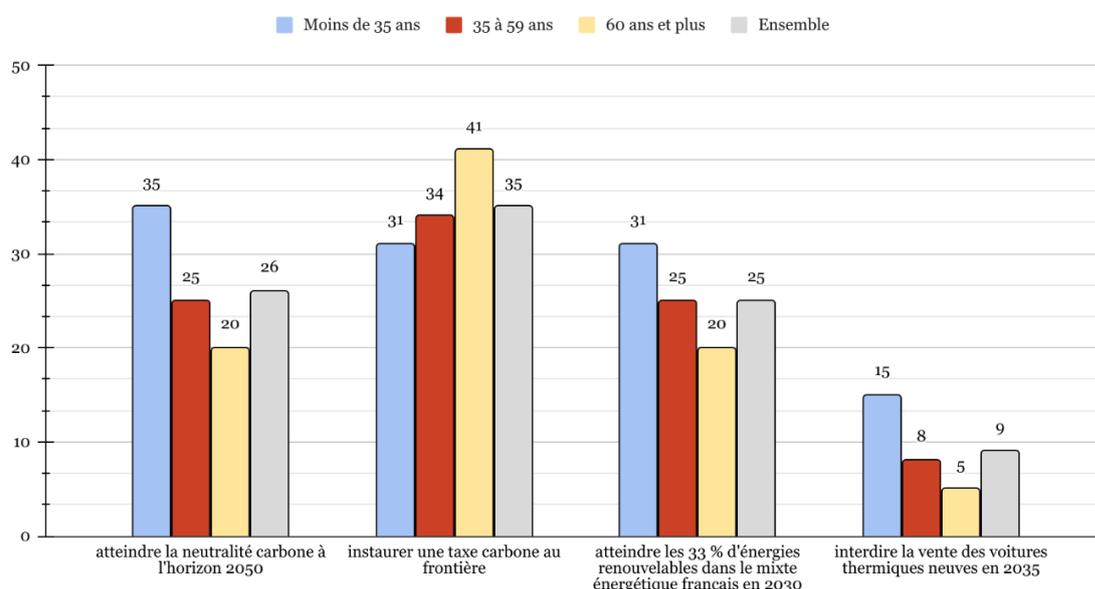
2.

Martial Foucault, Anne Muxel, *Une jeunesse engagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022

La taxe carbone mise à part, les 18-35 ans manifestent un certain engouement pour la transition énergétique : 15% d'entre eux jugent que l'interdiction de la vente des voitures thermiques est *une très bonne chose pour la France* (contre 5% des plus de 60 ans) et près de 31% indiquent que l'objectif d'atteindre 33% de renouvelable dans le parc énergétique d'ici 2030 est salvateur (seulement 20% des 60 et plus partagent ce point de vue, soit un écart significatif de 11 points). Plus on est jeune, plus la perception des mesures déployées par l'Union européenne dans le cadre de la lutte contre le changement climatique est positive. Les jeunes sont donc les premiers défenseurs des mesures de protection de l'environnement, et ce, même si ces dernières sont porteuses de contraintes.

Graphique 3 : Perceptions des mesures contenues dans le *Green Deal* (selon l'âge - en %)

Part des répondants qui jugent que les mesures européennes suivantes sont de « très bonnes choses pour la France »



Source : Panel Élections européennes Vague 4 - Avril 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

Alors que le reste de la population est plus encline à rester sur une acceptation de principe, les moins de 35 ans se montrent plus prompts à en accepter les conséquences concrètes sur leur vie et à accepter une réduction des libertés qui peut en découler. Ainsi, à propos des mesures mises en place par l'UE et destinées à protéger l'environnement et la qualité de l'alimentation, sont-ils une majorité (55%) à considérer qu'il faut accepter les contraintes environnementales même si elles limitent la liberté des agriculteurs (contre 45% des Français et 34% des 70 ans et plus).

Les bénéfiques, tant sur le plan personnel que collectif, des politiques menées par l'Union européenne restent difficiles pour les citoyens à évaluer précisément. Luc Rouban a montré que la majorité des Français ne s'en montrait pas capable³. Si un Français sur deux (51%) considère que les décisions européennes n'ont pas vraiment d'impact sur sa vie personnelle, un gros tiers d'entre eux (36%) en retire plutôt un jugement négatif et seulement 13% un avis positif. L'euroscpticisme des Français plus ou moins latent s'exprime⁴. Les jeunes se montrent un peu plus positifs. Même si 34% émettent un avis négatif,

3.

Luc Rouban, « Voter sans connaître : l'évaluation de l'Union européenne et ses effets politiques », *Note de recherche du CEVIPOF, Élections européennes 2024*, note 1, avril 2024, p.8

4.

Bruno Cautrès, « L'étrange relation négative de l'opinion française vis-à-vis de l'Europe », *Note de recherche du CEVIPOF, Élections européennes 2024*, note 8, mai 2024

ils sont plus nombreux que leurs aînés à émettre un jugement favorable (21%, soit +7 points que l'ensemble de la population et +11 points que les personnes âgées de 60 ans et plus). Mais ce surcroît d'optimisme ne se retrouve pas dès lors qu'ils sont invités à évaluer l'impact des décisions européennes sur la situation du pays. Ils adoptent alors très largement l'avis d'abord négatif de l'ensemble de la population, même si c'est avec un peu plus de modération (48% contre 55%).

S'ils partagent globalement avec le reste de la population un ensemble d'affects négatifs vis-à-vis de l'Union européenne, tels que la peur ou la colère (respectivement 21% et 26% de réponses parmi les moins de 35 ans contre 22% et 29% dans l'ensemble de la population), en revanche leurs affects positifs sont plus significatifs. En effet, 28% ressentent de l'enthousiasme (contre 20% de l'ensemble des Français) et 30% de la fierté (contre 23%). Par ailleurs, ils sont aussi plus nombreux à soutenir le projet européen tel qu'il est mis en place (30% contre 19% des Français âgés de 35 à 59 ans et 16% des 60 ans et plus). Certes, la majorité d'entre eux (53%) reste critique, souhaitant des changements, et se dit « favorable au projet européen mais pas tel qu'il est mis en place », mais cette attitude critique apparaît moins prégnante que dans les générations plus âgées (55% des 35-59 ans et 63% des 60 ans et plus). C'est une minorité de jeunes qui se déclare défavorable au projet européen (16% contre 27% des 35-59 ans et 21% des 60 ans et plus). Ces écarts d'âge sont révélateurs d'une europhilie, même critique, plus installée dans les jeunes générations et qui devrait encourager l'exercice de leur citoyenneté au niveau européen. Mais ce n'est pas le cas. La citoyenneté européenne n'est revendiquée en tant que telle que par une minorité de jeunes : seuls 8% des moins de 35 ans se *sentent Européens avant d'être Français*.

Une ambivalence non dénuée de scepticisme

L'Europe politique et sa gouvernance font non seulement l'objet d'une certaine méconnaissance mais aussi de beaucoup d'ambivalence au sein de la jeunesse. Même si les signes d'adhésion et d'assentiment sont manifestes, le crédit accordé à la souveraineté nationale y reste bien affirmé. Alors que 58% des 18-24 ans considèrent qu'il est une bonne chose de renforcer la souveraineté européenne, ils sont aussi 66% à considérer plus importante la souveraineté nationale. Mais sur la première proposition comme sur la deuxième, ils se distinguent de leurs aînés (respectivement +3 points et -5 points par rapport à l'ensemble des Français). S'ajoute à ce constat, leur perception plus positive du poids de la France sur les décisions prises au niveau européen : 62% des 18-24 ans et 59% des 25-34 ans considèrent qu'elle pèse beaucoup ou assez dans le processus de décision contre 46% de l'ensemble des Français. L'idée d'Europe semble progresser, même timidement, dans la dynamique générationnelle.

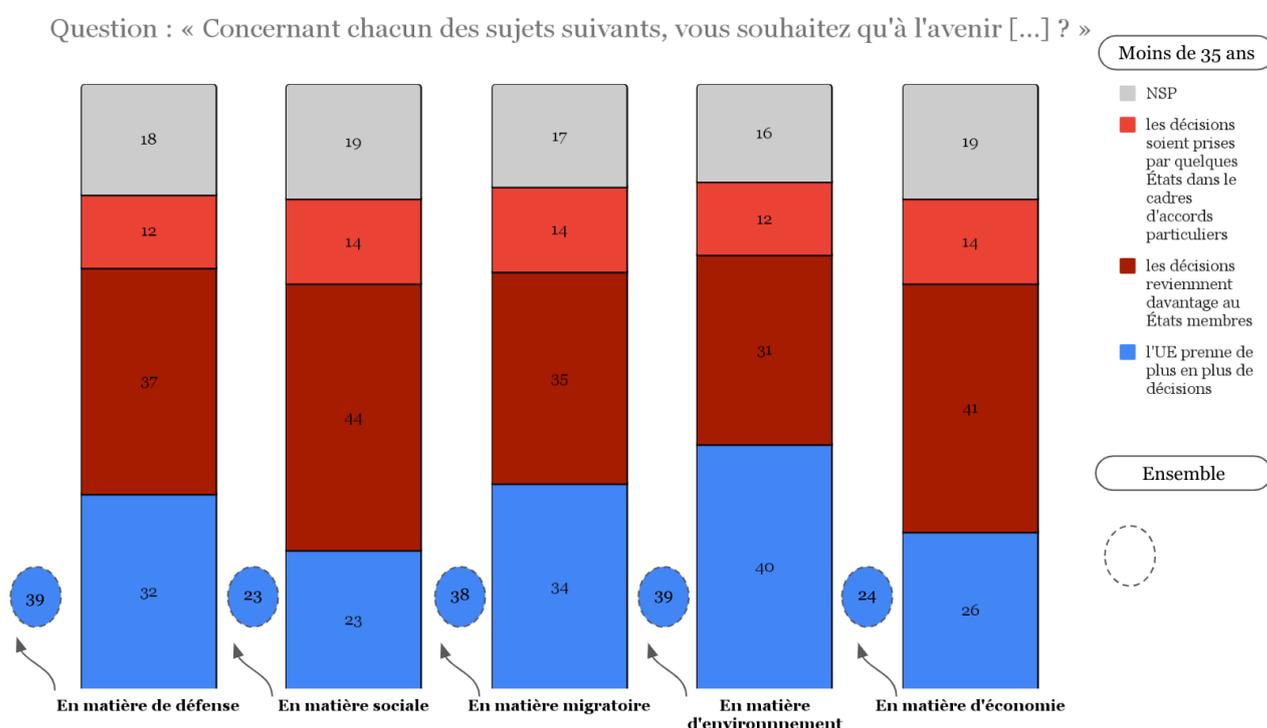
Conformément à ce qu'avait montré Ronald Inglehart dès 1977, les jeunes générations se montrent plus favorables à la construction européenne que le reste de la population. Mais depuis le tournant des années 2000, cette attitude consensuelle et globalement favorable s'est teintée d'une plus grande ambivalence, voire d'euro-scepticisme⁵. Au fil du temps, l'adhésion de principe des jeunes à l'intégration européenne résiste mais elle s'est fragilisée. Le projet européen est moins investi d'une vision porteuse d'avenir dans l'imaginaire collectif des jeunes. Évoluant dans un contexte politique et institutionnel plus défiant au niveau national comme au niveau supra-national, suite notamment

5.

Céline Belot. « Les opinions des jeunes à l'égard de l'Union européenne », *Agora débats/jeunesses*, vol. 67, no. 2, 2014, p. 127

au résultat du référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005, fragilisé par la crise de l'Euro et face au retour de la guerre aux portes du continent... le doute quant aux bénéfices d'une appartenance à l'Union européenne s'est peu à peu immiscé. Mais l'Europe n'est pas refusée. Seuls 12% des moins de 35 ans souhaitent que la France tourne le dos à l'Union européenne. Les jeunes ne rejettent donc pas l'Europe politique et quand il leur est demandé d'identifier quelle devrait être l'échelle de gouvernance optimale pour légiférer dans différents secteurs stratégiques, près d'un jeune sur trois considère que le recours à l'Union européenne est la solution à privilégier pour traiter des questions concernant les domaines de la défense (32%), du social (23%), des migrations (34%) de l'environnement (40%) ou encore de l'économie (25%).

Graphique 4 : Les échelles de gouvernance privilégiées par les jeunes (réponses des moins de 35 ans - en %)



Source : Panel Élections européennes Vague 4 - Avril 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

Si certains signes d'euroscpticisme sont présents, ils ne dominent pas et ces résultats témoignent de toute l'ambivalence qu'entretiennent les jeunes envers l'Europe politique. S'engageant dans une dynamique intégrationniste sur certains sujets, notamment en ce qui concerne l'environnement, mais récusant l'intervention de Bruxelles sur d'autres, seul un quart d'entre eux souhaiterait voir l'Union se saisir des questions sociales. Somme toute, les jeunes envisageraient avant tout une gouvernance européenne « à la carte », où le recours à l'Union européenne serait sectoriel et facultatif ; un type de gouvernance mixte en quelque sorte, organisant une alliance entre les deux types de souveraineté. Un jeune sur deux parmi les moins de 35 ans (51%) considère que la souveraineté nationale et la souveraineté européenne ne sont pas antinomiques et qu'elles peuvent être complémentaires. À titre de comparaison, 54% des 60 ans et plus pensent qu'il est contradictoire d'employer ces deux mots ensemble, car la souveraineté renvoie avant tout à la nation.

Le rapport que les jeunes entretiennent avec l'Union Européenne est donc difficile à saisir. Volatiles, fluctuantes et souvent paradoxales, leurs opinions à l'égard du projet européen reflètent le portrait d'une génération qui, prise en étau entre deux sentiments, peine à affirmer clairement sa position vis-à-vis de l'édifice communautaire. Traversée par de multiples contradictions, la jeunesse française est tantôt acquise à la perspective fédéraliste, tantôt défiante à l'égard de la poursuite de l'intégration. Elle dit être satisfaite de l'action de l'Union européenne, mais elle ne considère pas que l'Europe soit l'échelle de gouvernance idéale pour relever les défis de demain. Elle a une idée de la souveraineté européenne, mais elle souhaite tout de même que les États membres gardent leur souveraineté au sein des institutions.... En somme, le socle sur lequel repose le rapport des jeunes à l'Europe est un matériau composite fait d'adhésion (parfois), d'indifférence (souvent) mais aussi de doute, voire de rejet.

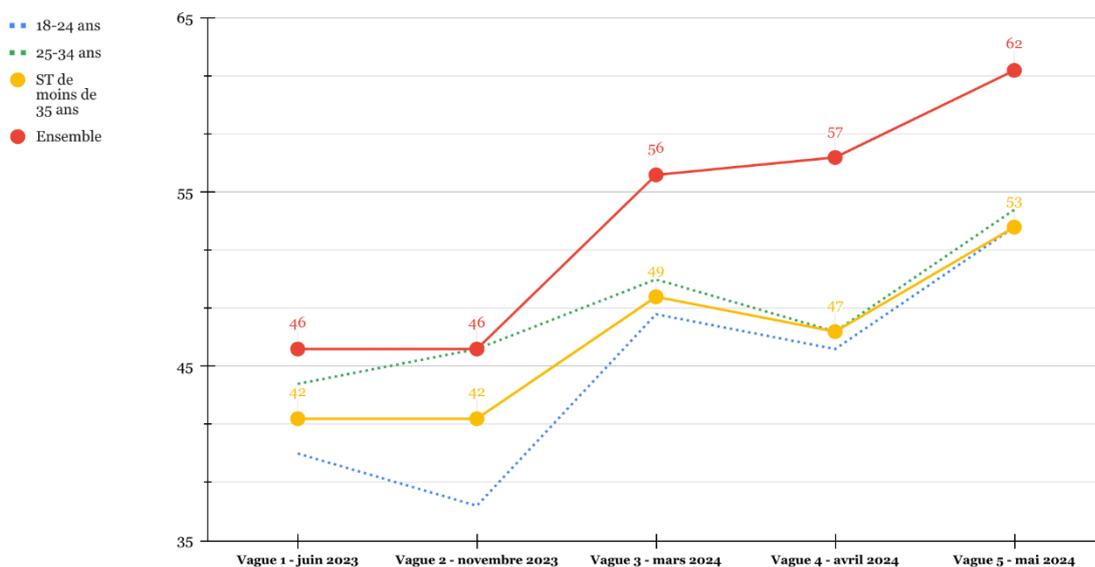
2. Une citoyenneté politique européenne paradoxalement peu investie

La citoyenneté européenne est un concept créé par le Traité de Maastricht de 1992, et prend corps sur les trois principes que sont la reconnaissance de droits, la réalité d'une appartenance, et l'expression d'une participation. Elle a été conçue pour asseoir et concrétiser la formation d'une identité européenne. Celle-ci reste ténue, mais semble progresser dans le renouvellement générationnel. Aujourd'hui, c'est une majorité de jeunes (52%) qui se considère à la fois « Français et Européens » (48% de l'ensemble des Français), et une minorité « seulement Français » (30% contre 36% de l'ensemble des Français).

Cependant, de tous les scrutins, les élections européennes sont les élections qui mobilisent le moins et qui sont le plus affectées par l'abstention. Depuis 1979, date des premières élections européennes, la participation électorale n'a cessé de baisser, même si les deux dernières en 2019 et en 2024 ont marqué un coup d'arrêt à ce retrait tendanciel du vote européen. Mais ce dernier ne suscite pas d'engouement particulier dans la conscience civique de la jeunesse française. En effet, si 53,4% des moins de 35 ans disent s'intéresser à la campagne durant la dernière semaine de mai, rares sont les jeunes qui se montrent fortement concernés par l'élection de leurs futurs eurodéputés : même si l'on peut observer une mobilisation progressive au fil de la campagne, à l'avant-veille du scrutin, seul un petit quart des 18-34 ans (23%) déclare un fort intérêt pour l'élection. C'est deux fois moins que les plus âgés (50% des 70 ans et plus). Un effet d'âge se marque de façon linéaire, auquel vient s'ajouter un effet du genre assez significatif. Les jeunes femmes, comme du reste l'ensemble de la population féminine, se maintiennent encore plus en retrait de toute forme d'intérêt (alors que 20% des femmes de moins de 35 ans déclarent ne pas s'intéresser à l'élection, seulement 14% de leurs homologues masculins partagent ce sentiment d'indifférence).

Graphique 5 : Évolution du niveau d'intérêt pour le scrutin (selon l'âge - en %)

Part des répondants ayant déclaré être intéressé par l'élection européenne du 9 juin 2024 (note entre 7 et 10 sur une échelle allant de 0 à 10)



Source : Panel Élections européennes 2023-2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

Un rapport distancé à l'acte électoral européen

Si l'intérêt pour l'élection renforce les chances de participation, ces deux dispositions électorales ne se recoupent pas complètement, et ce notamment dans les jeunes générations. Ainsi, à quelques jours de l'échéance électorale, alors qu'une majorité des moins de 35 ans se dit intéressée par l'élection, seul un petit tiers prévoit de se rendre aux urnes. C'est dans cet écart que s'observe la part de volatilité et la relative imprévisibilité des comportements électoraux, devenues désormais la marque d'une citoyenneté électorale à la fois plus individualisée, plus incertaine mais aussi plus critique, qui s'est affirmée dans nombre de démocraties contemporaines⁶.

6.

Pipa Norris, *In Praise of Skepticism: Trust but Verify*, Oxford, Oxford University Press, 2022; Dalton Russell J., *The Good Citizen, How a Younger Generation is Reshaping American Politics*, CQ Press, 2009

Tableau 1 : Niveau d'intérêt pour le scrutin et indice de participation à l'élection européenne du 9 juin 2024 (selon l'âge - en %)

	Niveau d'intérêt pour les élections européennes : note allant de 7 à 10 (intéressé)	Indice de participation
18 - 24 ans	53 %	34 %
25 - 34 ans	54 %	31 %
ST moins de 35 ans	53 %	32 %
60 - 69 ans	70%	56 %
70 ans et plus	78 %	64 %
ST 60 ans et plus	75 %	61 %

Source : Panel Élections européennes Vague 5 - 6 juin 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

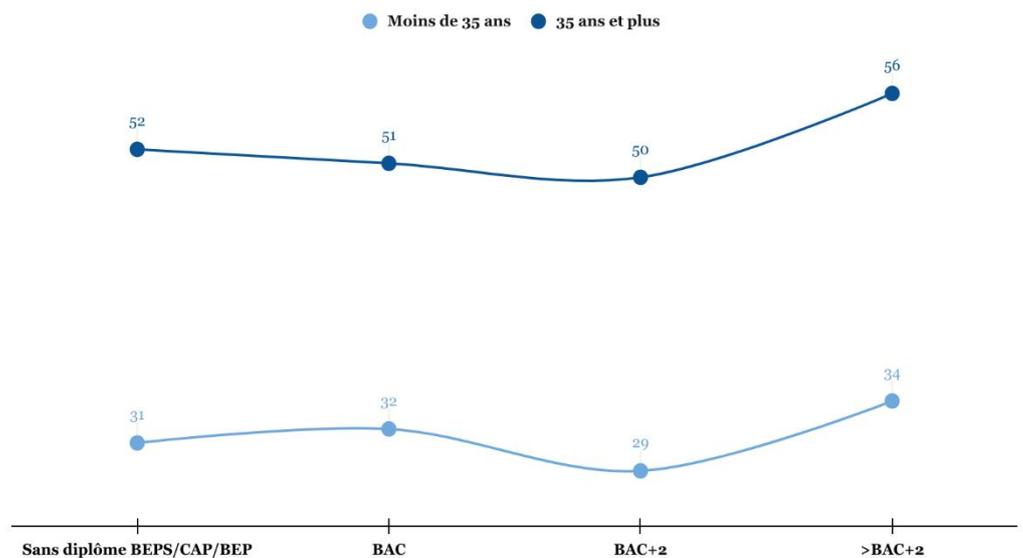
7.

Gérard Grunberg, Anne Muxel,
« La dynamique des
générations », dans Gérard
Grunberg, Nonna Mayer et
Paul Sniderman (dir), *La
démocratie à l'épreuve*, Paris,
Presses de Sciences Po, 2002

Cette relative déconnexion entre l'intérêt pour l'élection et la participation au scrutin existe dans toutes les tranches d'âge mais demeure plus importante dans les nouvelles générations. L'écart entre les deux dispositions est de 21 points parmi les moins de 35 ans et de 14 points parmi les 60 ans et plus. Il rend compte d'une citoyenneté en acte plus difficile à mettre en œuvre dans le renouvellement générationnel, et tout particulièrement dans le cas d'un scrutin européen usuellement peu mobilisateur. Cet écart apparaît d'autant plus paradoxal que les jeunes se montrent nettement plus optimistes et confiants dans la capacité des élections européennes à *changer les choses* que leurs aînés : 51% des 18-24 ans et 44% des 25-34 ans contre 37% de l'ensemble des Français. Ces résultats indiquent la réalité du « paradoxe démocratique » qui qualifie la politisation des jeunes g n rations⁷.

De fait, l'abstention a signé une fois de plus le comportement dominant des jeunes à ce scrutin : 60% des 18-24 ans et 66% des 25-34 ans sont restés en dehors du scrutin (contre 48,6% de l'ensemble du corps électoral et 29% des 70 ans et plus). C'est une large majorité. Aux élections nationales les jeunes votent toujours moins que l'ensemble du corps électoral, et cela est encore plus marqué lors des scrutins locaux et européens. Ils sont désormais des électeurs intermittents, affranchis du modèle de l'électeur systématique ne concernant plus que les segments de la population les plus âgés. Par ailleurs, si certaines déterminations sociales et culturelles sont toujours à l'œuvre pour expliquer la participation électorale, la dynamique de l'abstention doit ses ressorts à d'autres facteurs, notamment politiques, relevant du contexte de défiance et de crise de la représentation politique, mais aussi à une diversification des formes de politisation dans les jeunes générations. Concernant la participation au scrutin européen, le diplôme reste une variable discriminante mais dont le rôle s'est assez largement atténué. La banalisation du comportement abstentionniste a gagné les segments de la jeunesse diplômée.

Graphique 6 : L'évolution de l'indice de participation en fonction du diplôme (selon l'âge - en%)



Source : Panel élections européennes Vague 5 - 6 juin 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

Des sources d'informations disparates

Le fonctionnement complexe des institutions européennes, très différent de celui des institutions nationales qu'elles soient parlementaires ou présidentielles, déroutent les électeurs, particulièrement les plus jeunes, et ce, malgré le fait qu'il soit enseigné dans les programmes scolaires. Le déficit cognitif est une donnée structurelle difficile à combler malgré les efforts entrepris entravant indéniablement la concrétisation d'une citoyenneté politique européenne. Lors de la campagne de 2024, les jeunes reconnaissent avoir rencontré des difficultés pour différencier les lignes programmatiques des différentes listes. Pour s'informer, les moins de 35 ans n'ont pas définitivement tourné le dos à la télévision, 46% déclarant avoir *entendu parler de la campagne européenne* en regardant les journaux télévisés (58% de l'ensemble des Français et 68% des 70 ans et plus).

Les réseaux sociaux occupent désormais une place importante dans l'accès des jeunes, et notamment des plus jeunes, à l'information ; 57% des 18-24 ans y ont recours et ont déclaré qu'ils étaient leur première source d'information (23% de l'ensemble des Français, et seulement 7% des 70 ans et plus). Une fracture numérique intergénérationnelle est donc bien visible. Mais l'examen de leurs sources d'influence fait aussi apparaître le rôle des proches et de leur cercle familial toujours actif dans la socialisation politique des jeunes générations. C'est aussi grâce à leur entourage que les jeunes pénètrent toute la complexité du monde politique environnant et au sein duquel ils doivent se positionner.

Tableau 2 : Les moyens pour s'informer sur la campagne des européennes (selon l'âge - en %)

TOP 3	% AU TOTAL	ENS DES FRANÇAIS	18-24 ans	25-34 ans
	Les JT d'information (13h ou 20H de TFI, France 2, France 3, ...)	58	45	47
	Les chaînes d'information en continu (BFMTV, CNews, LCI, ...)	41	29	31
	La radio	35	18	28
	Les émissions de débat ou d'information à la télévision (TPMP, Quotidien, C dans l'air, ...)	30	23	27
	Vos proches (famille, amis, collègues) par différents canaux	28	44	36
	Les réseaux sociaux (Youtube, Facebook, Instagram, twitter, ...), forums et blogs	23	57	43
	Les articles de presse en ligne (lemonde.fr, mediapart.fr, lefigaro.fr, ...)	19	28	26
	La presse quotidienne régionale (Ouest France, Sud-Ouest, la Voix du Nord, ...)	18	13	14
	La presse écrite nationale (Le Monde, Le Figaro, Le Point, Libération, 20 minutes ...)	14	17	20

Source : Panel Élections européennes Vague 5 - 6 juin 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

Invités à évaluer la campagne électorale des européennes, les jeunes, bien que perplexes, se montrent moins pessimistes et négatifs que leurs aînés. Voilà un autre paradoxe de leur relation à ce scrutin. Contrairement aux trois quarts des Français (77%) qui déclarent *ne pas avoir appris grand-chose sur les*

programmes et les têtes de listes à l'approche des élections européennes, les jeunes sont moins nombreux à partager ce même jugement (63% des 18-24 ans). Plus d'un tiers d'entre eux (37%) reconnaissent à la campagne certaines vertus pédagogiques ayant permis de les éclairer. Cependant, parmi les moins de 35 ans, plus de six jeunes sur dix (62%) considèrent que les enjeux européens n'ont pas assez été évoqués (59% dans l'ensemble de la population). Par ailleurs, s'ils se calent sur une perception globalement négative et assez semblable à celle de leurs aînés concernant la campagne, ils sont néanmoins un peu plus enclins que ces derniers à mobiliser des affects positifs. Ainsi, les moins de 35 ans évoquent-ils à propos de ces élections davantage les qualificatifs « passion » (10% contre 4%), « intérêt » (42% contre 40%) ou encore « espoir » (45% contre 42%) que le reste des Français. Mais là encore ce faible surcroît de positivité n'augure pas de leur participation au scrutin.

3. *Le vote d'une minorité de jeunes qui signe le mécontentement et plutôt la critique de la construction européenne*

Dans leur groupe d'âge, les jeunes ayant voté représentent donc une minorité, un sur trois en moyenne. Parmi les moins de 35 ans, quatre sur dix (42%) affirment avoir décidé de leur vote depuis plusieurs mois (49% de l'ensemble des votants) et un quart (26%) s'est décidé dans la dernière ligne droite de la campagne, à l'avant-veille, la veille ou le jour du scrutin (22% de l'ensemble des votants). Les jeunes électeurs se montrent légèrement plus perplexes que l'ensemble du corps électoral, mais de toute évidence ceux qui ont voté sont aussi les plus motivés ; 75% d'entre eux affirment avoir exprimé un vote d'adhésion plutôt qu'un vote par défaut (73% de l'ensemble du corps électoral). Les autres moins sûrs de leurs choix ont nourri les rangs de l'abstention. Parmi les électeurs reconnaissant avoir envisagé d'aller voter et qui ne l'ont finalement pas fait, 61% ont moins de 35 ans.

Une attention d'abord portée sur les enjeux nationaux

La prévalence des enjeux européens n'a pas réussi à s'imposer dans l'esprit des électeurs et le brouillage entre enjeux internes et enjeux externes pénalise un scrutin qui n'est du reste pas arrivé à se départir de son rôle de *second order elections*, instrumentalisé par les électeurs comme une caisse de résonance de leur mécontentement et de leurs frustrations envers les gouvernements nationaux⁸. Lors de ce dixième scrutin, beaucoup d'indices laissent penser que la donne est la même. Le vote sanction s'est fait entendre : 40% des votants ont exprimé un vote *d'abord pour manifester leur opposition au président de la République et au gouvernement*, et les jeunes n'étaient pas en reste (42% des moins de 35 ans). L'on a donc bien assisté à un processus de nationalisation d'une élection pourtant supranationale. La dynamique dominante du vote s'est construite d'abord en fonction d'enjeux nationaux. Absorbés par les débats publics locaux, happés par les clivages partisans qui ont fait rage dans l'arène politique française, les enjeux soulevés par l'UE n'ont pas réussi à prendre dans une campagne fortement parasitée par la lourdeur de l'agenda international.

8.

Emiliano Grossman, Simon Persico, Isabelle Guinaudeau, « Les partis et l'Europe. Européanisation des programmes ou nationalisation des enjeux européens ? », *Politique européenne*, vol. 64, no. 2, 2019, pp. 56-85

Le traitement médiatique a pu jouer un rôle dans cette dynamique, mais la nationalisation du scrutin et la domestication des enjeux qui en est le corollaire doivent beaucoup aux stratégies délibérées des principales forces d'opposition cultivant une rhétorique essentiellement dirigée vers la critique du pouvoir en

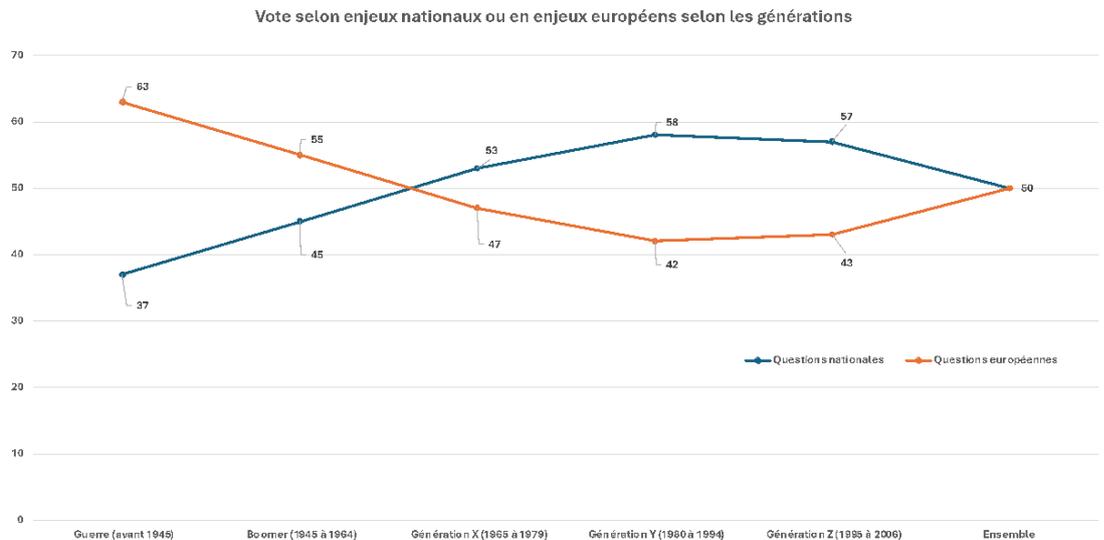
9.

Propos rapportés dans 20 Minutes, « Élections européennes : Gaza, Ukraine, Macron... Pourquoi risque-t-on (encore) de ne pas parler d'Europe ? », le 19/03/2024

place. Tant le Rassemblement national que La France Insoumise avaient pour objectif de transformer l'élection européenne en un référendum « anti-Macron ». Jordan Bardella avait clairement indiqué vouloir accaparer le scrutin du 9 juin pour en faire « un référendum contre la submersion migratoire ». Quant à Jean-Luc Mélenchon, il avait affirmé sans détour qu'il s'agissait pour lui d'une élection nationale anticipée : « Le 9 juin n'est pas une élection européenne, c'est le premier tour de l'élection présidentielle de 2027 »⁹. Transformée en élection de mi-mandat et nationalisée par les acteurs qui l'ont fait vivre, la campagne européenne de 2024 était condamnée à n'être qu'une simple consultation intermédiaire.

C'est dans un tel contexte que les jeunes ont voté et la majorité d'entre eux n'a pas abordé l'espace politique européen autrement que par le prisme du contexte politique français. En effet, 57% des moins de 35 ans, appartenant à la génération Z, ont voulu *avant tout tenir compte des propositions des partis faites sur les questions nationales*. Leur attitude est conforme à celle d'une grande partie du corps électoral à l'exception des électeurs de 60 ans et plus, appartenant à des générations plus à même de se référer à la spécificité des enjeux propres à l'histoire et à la construction européennes.

Graphique 7 : Vote selon les enjeux nationaux ou enjeux européens (selon les générations - en %)



Source : Panel Élections européennes 2023-2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

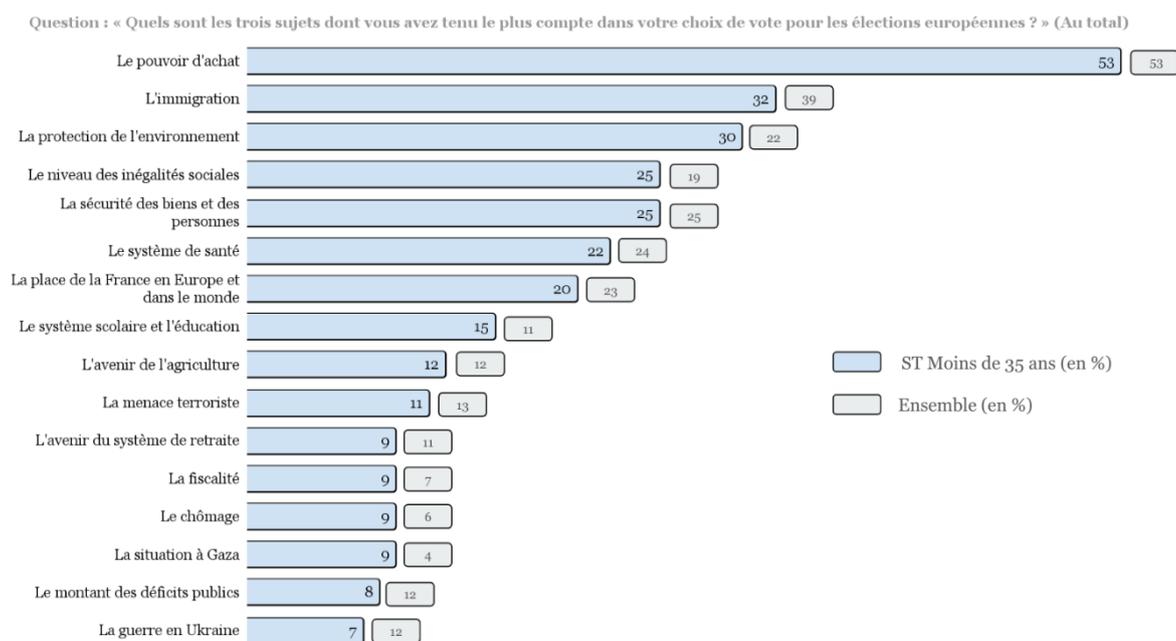
Le vote des jeunes qui ont voté

Si les questions européennes n'ont que peu ou pas compté dans leur vote quels sont donc les enjeux nationaux qui ont été prioritaires pour les jeunes électeurs ?

Comme pour l'ensemble des Français, c'est la question du pouvoir d'achat qui s'impose en premier. Plus d'un sur deux (53%) l'évoque, loin devant l'immigration et l'environnement qui arrivent en deuxième et troisième

positions (respectivement 32% et 30% de leurs réponses). La question environnementale est davantage prise en compte que dans le reste de l'électorat (23% de l'ensemble des électeurs) et signe le caractère indéniablement générationnel de cet enjeu. En revanche, la place prise par l'enjeu migratoire dans les motivations des plus jeunes électeurs mérite d'être remarquée. Elle est moins importante que pour l'ensemble des électeurs (-8 points), mais elle a nettement progressé durant la campagne. Entre les vagues 1 (juin 2023) et 6 (juin 2024), cette préoccupation est passée chez les moins de 35 ans ayant l'intention de voter et ayant voté de 19% à 32%. L'effet de la campagne médiatique ayant pu donner à la question migratoire une place importante, mais aussi la prévalence des jeunes électeurs RN plus mobilisés que les autres pour voter, explique la saillance de cet enjeu qui tranche singulièrement avec la tolérance envers l'immigration de la jeunesse française. Pour rappel, alors que 32% des plus de 60 ans se disent très opposés à l'immigration, les moins de 35 ans ne sont dans ce cas que 16%. Mais dans la dynamique électorale propre à ce scrutin, l'enjeu migratoire s'est bel et bien imposé, notamment parmi les jeunes électeurs du Rassemblement national.

Graphique 8 : Les principales préoccupations des Français de moins de 35 ans



Source : Panel Élections européennes Vague 6 - 27 juin 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde. Plusieurs réponses étaient possibles, ce qui explique le dépassement des pourcentages par rapport à 100%

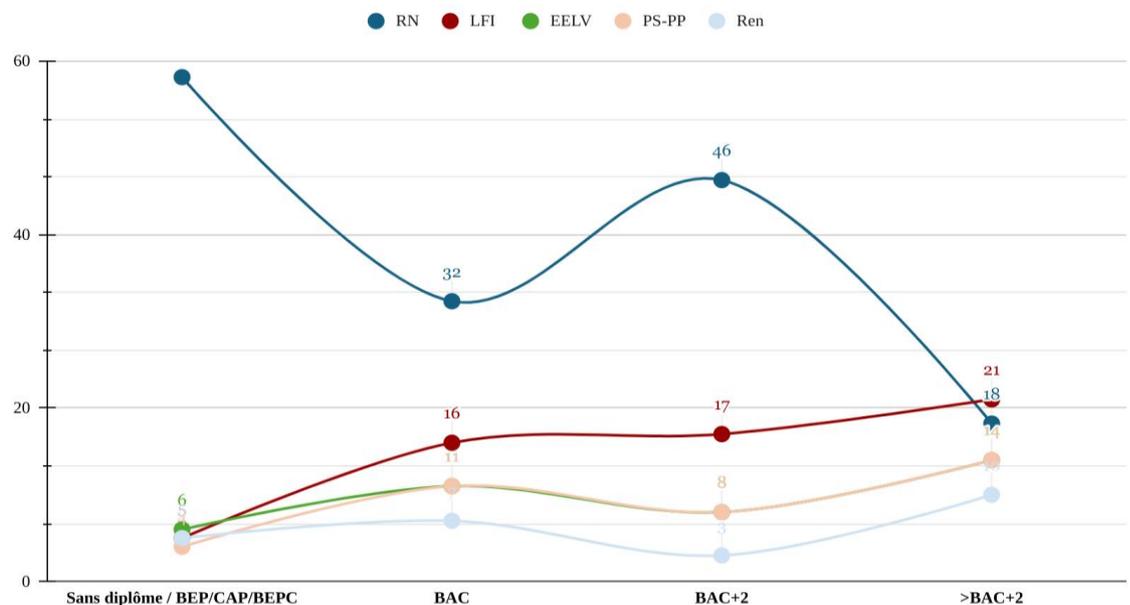
Le premier vote exprimé par les jeunes lors de cette élection européenne revient à la liste emmenée par Jordan Bardella, comme dans l'ensemble de l'électorat. La tête de liste du parti lepéniste a su capitaliser la normalisation entreprise depuis de longues années par Marine Le Pen et aussi élargir son socle électoral à des segments de la population, notamment dans les jeunes générations, qui n'étaient jusque-là pas concernés par cette famille politique. Le Rassemblement national a réussi à confisquer à son profit la fonction d'opposition radicale qui attire souvent les jeunes. À la soirée de lancement du mouvement de jeunesse « Les jeunes avec Bardella » le 27 janvier 2024, s'adressant à des jeunes de milieux sociaux plutôt éduqués et privilégiés, dans une boîte de nuit parisienne, le jeune leader frontiste déclarait en ouverture de

sa campagne pour les européennes :

« Il ne s'agit pas d'un combat pour une élection, mais pour une génération (...) au cœur des chapitres qui vont s'écrire, vous en êtes les narrateurs, les acteurs principaux. J'aurai besoin de vous ». Sachant que Jordan Bardella est suivi par près d'un million et demi de jeunes sur Tik Tok, le storytelling peut devenir réalité.

L'effet du niveau d'études n'a pas perdu de sa consistance et parmi les jeunes peu ou pas diplômés l'attrait du vote d'extrême-droite devance de très loin celui auquel peuvent prétendre tous les autres partis. À la veille du scrutin, près de six jeunes sur dix dans cette situation déclaraient que, s'ils devaient voter, ce serait pour le Rassemblement national ; c'est trois fois plus que parmi les jeunes ayant un diplôme supérieur à Bac+2 (18%). Néanmoins, les intentions de vote en faveur du RN apparaissent assez marquées au sein des jeunes disposant d'un niveau de formation intermédiaire, Bac et Bac+2 (respectivement 32% et 46%), soit beaucoup plus que pour toutes les autres forces politiques qui n'enregistrent pas les mêmes variations.

Graphique 9 : L'évolution des intentions de vote en fonction du niveau de diplôme (réponses des moins de 35 ans - en %)



Source : Panel Élections européennes Vague 5 - 6 juin 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

Sans conteste, Jordan Bardella a donc réussi à convaincre une partie non négligeable de la jeunesse qui s'est mobilisée dans les urnes : 28,4% des moins de 35 ans lui ont accordé leurs suffrages, soit une proportion de votes un peu plus faible mais globalement équivalente à celle enregistrée dans l'ensemble du corps électoral (31,4%). Sur ce plan, les jeunes se sont alignés sur le reste des votants. En revanche, ils se distinguent par un vote plus prononcé pour la liste de la gauche radicale emmenée par Manon Aubry qui obtient 21% de leurs votes (et 25% parmi les 18-24 ans), alors que celle-ci ne recueille qu'à peine 10% dans l'ensemble de l'électorat. Les résultats de ce scrutin confirment la polarisation des votes des jeunes aux deux extrêmes de l'échiquier partisan. Un jeune électeur sur deux a voté pour une force politique radicale. Le vote

écologiste reste bien en deçà de ce qui pouvait être attendu en raison de la sensibilité écologiste dans les jeunes générations. Enfin, les partis de gouvernement ainsi que la majorité présidentielle ne rencontrent qu'un très faible écho.

Graphique 10 : Le vote des jeunes à l'élection européenne du 9 juin 2024

									
18-24 ans	0,5	25	2	9	7,9	6,8	5,7	28,5	3,4
25-34 ans	0,8	18	2	8,6	11,1	8,8	4,7	28,3	4,8
ST moins de 35 ans	0,7	21	2	8,8	9,7	7,9	5,1	28,4	4,2
ENSEMBLE	0,5	9,9	2	5,5	13,8	14,6	7,2	31,4	5,5

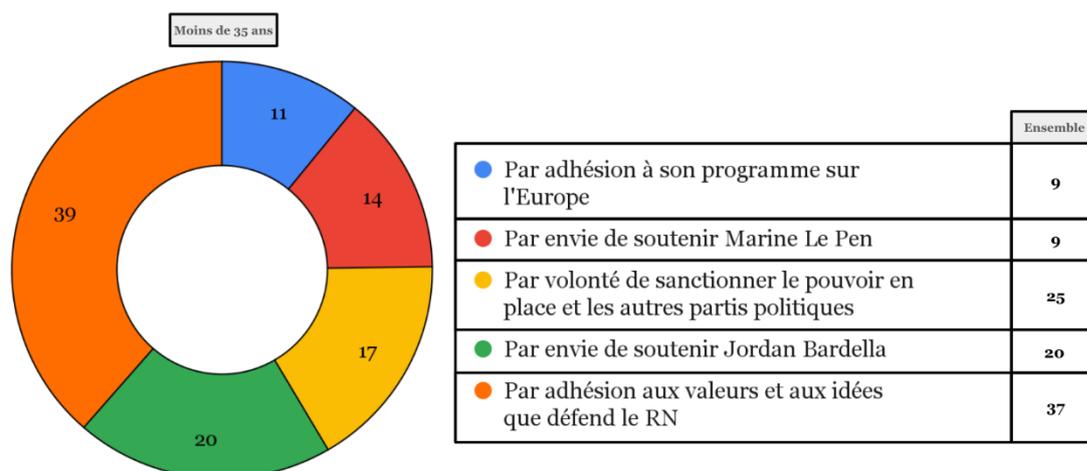
Source : Panel Élections européennes Vague 6 - 27 juin 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

La victoire du candidat d'extrême-droite doit beaucoup à la campagne qu'il a menée et à l'effet de l'image positive qu'il a su construire. À la veille du scrutin, 40% des Français reconnaissent avoir une bonne opinion de Jordan Bardella, soit un capital de popularité bien au-dessus de celui sur lequel pouvaient compter tous les autres candidats. Chez les jeunes, il était à peu près identique (37%). À titre de comparaison, Manon Aubry ne suscitait une bonne opinion que de 27% des moins de 35 ans.

Parmi les raisons invoquées par les jeunes électeurs pour justifier leur vote pour la liste de Jordan Bardella, le ressort de l'adhésion aux thèses et au programme tant au niveau national qu'au niveau européen domine assez largement. C'est un jeune électeur sur deux qui exprime un vote d'adhésion idéologique. La personnalisation joue un rôle non négligeable, puisqu'un tiers des jeunes exprime un soutien aux deux leaders du Rassemblement national que sont Marine le Pen et Jordan Bardella, et de façon nettement plus prononcée pour ce dernier (+6 points). La dimension protestataire quant à elle, qui a servi pendant longtemps de prisme d'analyse au vote pour le parti lepéniste est assez largement minorée (17%). C'est un constat dont il faut prendre acte et qui témoigne d'une installation idéologique des idées du parti d'extrême-droite dans une partie de la jeunesse française.

Graphique 11 : Les logiques du vote RN dans les jeunes générations

Q° : « Les raisons pour lesquelles vous avez voté pour la liste du RN conduite par J. Bardella : » (Selon l'âge - en %)



Source : Panel Élections européennes Vague 6 - 27 juin 2024 réalisé par IPSOS pour le CEVIPOF, La Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde

Néanmoins, et c'est une nuance importante à introduire, les jeunes ne se reconnaissent pas dans des positions extrémistes. Lorsque la question leur est posée et qu'ils sont invités à se positionner sur une échelle gauche-droite avec à ses deux bouts les positions extrêmes à gauche et à droite, ils sont nettement moins nombreux à choisir ce type de positionnement. Seuls 10% des moins de 35 ans se positionnent à l'extrême-droite de l'échiquier politique et seuls 9% à l'extrême-gauche, soit à peine un jeune sur cinq. Les votes pour les forces extrêmes dépassent très largement ces proportions (21% et 28%). Il en est de même dans les autres catégories d'âge. À titre d'illustration, si seulement 7% des plus de 60 ans revendiquent une appartenance à l'extrême droite, le 9 juin dernier, près d'un tiers d'entre eux ont voté pour la liste du RN (29%) et 7% pour celle menée par Reconquête. Ce décalage exprime une relative déconnexion entre le positionnement idéologique et le vote, mais aussi sans doute la capacité des leaders radicaux et extrémistes à se dégager de la connotation extrémiste qui leur est associée. En tout cas pour l'extrême-droite, c'est un signe de succès de la stratégie de normalisation qui semble avoir porté ses fruits, en tout cas pour une partie significative de la jeunesse.

Mais plus que jamais on voit s'opposer deux jeunesse aux positions antinomiques et séparées par des conceptions très différentes des valeurs qu'elles veulent défendre, l'immigration et l'environnement s'imposant comme les deux principales forces centrifuges de leurs motivations électorales. Néanmoins, un enjeu déterminant les rassemble, la question sociale avec en ligne de mire le pouvoir d'achat.

Conclusion

Par-delà le constat relativement paradoxal de jeunes interpellés par l'Europe mais peu disposés à s'engager électoralement dans les institutions européennes, on découvre dans les jeunes générations la coexistence d'une europhilie de principe aux contours assez flous - qui rappelle le « consensus mou » qui pendant longtemps a été celui des Français vis-à-vis de l'Europe - et d'un vote européen, même s'il ne concerne qu'une minorité, qui relève d'une

expression nationalisée et critique. La tentation de la radicalité mêlée de tropisme national est bien visible dans le vote alors qu'elle est moins centrale dans les attitudes de l'ensemble des jeunes à l'égard de l'Europe. Lorsque les jeunes se mobilisent davantage pour les élections nationales, par exemple lors des dernières législatives, leur extrémisme eurosceptique est davantage contenu.

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : MUXEL (Anne), avec la collaboration de SOUBANERE (Justin) « Les jeunes générations face à une séquence électorale inédite. Note 1 - Les jeunes et les élections européennes du 9 juin 2024 », *Note de recherche, Élections européennes et élections législatives 2024*, vague 3 de l'enquête électorale, note 21, octobre 2024, 18 p.

© CEVIPOF, 2024 Anne Muxel & Justin Soubanere